

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/Q1/ECU/5**

**G/SCM/Q1/ECU/5**

18 novembre 1998

(98-4625)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## **NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS**

Réponses aux questions posées par le JAPON<sup>1</sup>, la TURQUIE<sup>2</sup> et  
le VENEZUELA<sup>3</sup> concernant la notification présentée  
par l'ÉQUATEUR<sup>4</sup>

La Mission permanente de l'Équateur a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 octobre 1998.

---

### Table des matières

	<u>Page</u>
QUESTIONS POSÉES PAR LE JAPON .....	2
QUESTIONS POSÉES PAR LA TURQUIE .....	3
QUESTIONS POSÉES PAR LE VENEZUELA .....	4

---

<sup>1</sup> G/ADP/Q1/ECU/3-G/SCM/Q1/ECU/3.

<sup>2</sup> G/ADP/Q1/ECU/2-G/SCM/Q1/ECU/2.

<sup>3</sup> G/ADP/Q1/ECU/4-G/SCM/Q1/ECU/4.

<sup>4</sup> G/ADP/N/1/ECU/1-G/SCM/N/1/ECU/1 et G/ADP/N/1/ECU/1/Suppl.1-G/SCM/N/1/ECU/1/Suppl.1-G/SG/N/1/ECU/2/Suppl.1.

## **QUESTIONS POSÉES PAR LE JAPON**

### **Question 1**

**Les "règles et procédures à suivre pour l'application de mesures permettant de prévenir et de neutraliser les effets défavorables imputables à des pratiques commerciales déloyales ou à une augmentation des importations dans des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave à la production nationale" (ci-après dénommées "les Règles") ne comportent aucune description de l'évaluation cumulative des effets des importations d'un produit en provenance de plus d'un pays, comme il est prévu à l'article 3.3 de l'Accord antidumping.**

**Si les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays font simultanément l'objet d'une enquête, l'Équateur pourrait-il indiquer si les autorités chargées de l'enquête procèdent à une évaluation cumulative de ces importations? Dans l'affirmative, quel type de critères appliquent-elles?**

### **Réponse**

Conformément à l'objectif exposé dans les dispositions de l'instrument juridique objet de la présente notification, l'Équateur a adopté les règles de plusieurs Accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tels que l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT. L'instrument juridique objet de la présente notification se rapporte uniquement aux articles de l'Accord antidumping qui, selon les autorités, méritent une attention plus grande. En ce qui concerne les aspects qui ne sont pas régis par la législation nationale, on peut compter sur l'application des critères multilatéraux des accords respectifs.

### **Question 2**

**L'accord 6.1.1 de l'Accord antidumping dispose qu'"un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping".**

**L'article 32 des Règles dispose quant à lui que "l'autorité chargée de l'enquête pourra demander des renseignements de tous types, y compris des critères techniques, aux différents départements de l'administration publique, qui lui répondront le plus rapidement possible".**

**Les exportateurs ou producteurs étrangers disposent-ils d'au moins 30 jours pour répondre à l'autorité équatorienne chargée de l'enquête?**

### **Réponse**

Il est évident qu'il s'agit de deux cas différents. Le paragraphe 2 de l'article 32 se rapporte exclusivement aux renseignements et critères techniques que l'autorité chargée de l'enquête aura obtenus des entités du secteur public, renseignements qui ne sont pas soumis au délai minimum de 30 jours.

Les renseignements que doivent présenter les exportateurs ou les producteurs étrangers, ainsi que la documentation y afférente, sont soumis à ce délai, conformément à l'article 26 de la législation équatorienne et l'article 6.1.1 de l'Accord. Concrètement, les autorités chargées de l'enquête ménagent un délai d'au moins 30 jours aux exportateurs pour répondre aux questionnaires.

**Question 3**

**L'article 53 des Règles prévoit des mesures anticontournement. Comment l'Équateur justifie-t-il cette disposition au regard de l'Accord antidumping?**

**Réponse**

La Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures anticontournement confirme qu'il s'agit d'un sujet complexe qui a été renvoyé au Comité des pratiques antidumping en vue d'y trouver une solution. Le problème est tel qu'on aspire actuellement à déterminer le type de règles devant être appliquées pour lutter contre le contournement. Les activités de cet organe sont organisées de façon à engager le débat visant à identifier les formes dans lesquelles peut se produire le contournement.

Compte tenu de ce qui précède et de l'état d'avancement du débat, on peut confirmer que la législation de l'Équateur n'a pas proposé de règles incompatibles avec l'Accord pour empêcher certains cas de contournement.

**QUESTIONS POSÉES PAR LA TURQUIE****Question 1**

**Qu'entend-on, au dernier paragraphe de l'article 23, par "voies de recours légales autorisées"? Cette expression désigne-t-elle une révision judiciaire? Quel lien existe-t-il entre l'article 23 et l'article 81, qui porte sur la révision judiciaire?**

**Question 2**

**S'agissant de l'article 81, que se passe-t-il si une décision judiciaire est contraire à l'une des dispositions de l'Accord? Laquelle l'emporte sur l'autre?**

**Réponse**

La voie de recours contre les décisions des fonctionnaires de l'État est un droit établi dans la législation de l'Équateur et dont bénéficient toutes les personnes physiques et morales résidant dans le pays. Concrètement, le dernier paragraphe de l'article 23 signifie que, face à la décision adoptée par l'autorité chargée de l'enquête, selon laquelle il ne convient pas d'ouvrir une enquête antidumping, la branche de production requérante peut choisir de déposer une plainte. Cependant, tout juge est tenu de prendre en compte le principe qui prime dans la législation antidumping nationale, à savoir que l'acceptation de demandes et de l'ouverture des enquêtes ne se produise que lorsqu'il y a suffisamment d'éléments et d'arguments de fait et de droit.

Par ailleurs, la révision judiciaire prévue à l'article 81 se rapporte à une étape postérieure à celle de l'ouverture d'une enquête. Il faut reconnaître que cette règle s'applique plutôt aux décisions définitives qui déterminent l'application ou non de droits antidumping ou compensateurs.

D'une manière générale, en Équateur les décisions judiciaires doivent être adoptées par les autorités judiciaires en tenant compte des questions de fait et de droit en jeu, ce qui inclut les accords internationaux et ceux passés dans la hiérarchie des textes de l'État équatorien. Cette hiérarchie est clairement reconnue au Titre premier de la législation objet de la présente notification.

## QUESTIONS POSÉES PAR LE VENEZUELA

### Publications et notifications

#### Question 1

L'article 5.5 de l'Accord antidumping prévoit que: "... après avoir été saisies d'une demande dûment documentée et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, les autorités aviseront le gouvernement du Membre exportateur concerné".

La législation équatorienne ne prévoit pas que le gouvernement du Membre exportateur doit être avisé avant qu'il ne soit procédé à l'ouverture d'une enquête. L'Équateur pourrait-il indiquer si l'autorité chargée de l'enquête, après avoir été saisie d'une demande dûment documentée et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, avisera le gouvernement du Membre exportateur concerné?

#### Réponse

L'article 25 de la législation équatorienne établit que si la demande est acceptée et qu'il est procédé à l'ouverture de l'enquête, la décision d'ouverture de l'enquête sera publiée et communiquée, entre autres, au gouvernement du pays exportateur. Conformément à l'obligation énoncée à l'article 5.5 de l'Accord antidumping, l'Équateur présente cette notification avant l'ouverture des enquêtes. Sur le plan pratique, les autorités équatoriennes prennent ensuite les mesures appropriées pour que le gouvernement du pays exportateur soit avisé comme il se doit et assez longtemps avant l'ouverture d'une enquête.

### Imposition de mesures provisoires

#### Question 2

L'article 29 de la législation équatorienne prévoit ce qui suit: "Dans le délai de 60 jours à compter de l'ouverture de l'enquête en matière de dumping ou de subvention, le MICIP, par l'intermédiaire de l'autorité chargée de l'enquête, élaborera un rapport technique déterminant, s'il y a lieu, le niveau des mesures antidumping ou compensatoires provisoires, et le soumettra au COMEXI, pour examen et approbation".

L'Équateur pourrait-il préciser si les mesures provisoires seront adoptées pendant le délai de 60 jours auquel l'article précité fait référence ou une fois le délai échu, comme le prévoient les dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC?

#### Réponse

Les mesures provisoires sont prises lorsque les rapports techniques de l'autorité chargée de l'enquête parviennent à une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage causé à la branche de production nationale, en observant en outre les délais prévus dans l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994. Ces rapports constituent la base de la résolution qui doit être adoptée par le Conseil du commerce extérieur et de l'investissement (COMEXI). En conséquence, une interprétation de la législation de l'Équateur, selon laquelle il est estimé que les mesures provisoires s'appliquent avant l'ouverture de l'enquête, n'est pas appropriée, surtout lorsque, dans les paragraphes suivants, les conditions nécessaires à l'application de la mesure provisoire sont spécifiées. Le délai fixé au paragraphe 1 de l'article 29 se rapporte exclusivement au délai dont dispose l'autorité chargée de l'enquête pour élaborer le rapport technique en déterminant, le

cas échéant, le niveau des mesures antidumping ou compensatoires provisoires et pour soumettre ce rapport au COMEXI pour examen.

## **Engagements en matière de prix**

### **Question 3**

**L'article 39 de la législation équatorienne prévoit ce qui suit: "Les autorités compétentes du pays d'origine ou d'exportation, les producteurs ou les exportateurs pourront déclarer, par l'intermédiaire de l'autorité chargée de l'enquête, leur intention de supprimer ou de limiter la subvention, ou de modifier les prix à l'exportation ou de suspendre les exportations vers l'Équateur ...".**

**L'Équateur pourrait-il indiquer quels sont l'objectif et la portée des "engagements de suspension des exportations vers l'Équateur" mentionnés dans ledit article et en quoi ces derniers sont compatibles avec le paragraphe 1 de l'article 18 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et le paragraphe 1 de l'article 8 de l'Accord antidumping?**

### **Réponse**

L'objectif des dispositions de la législation nationale en la matière est de permettre aux exportateurs de proposer des engagements dans le cadre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'Accord antidumping. Ces engagements ne sont pas proposés par les autorités nationales chargées de l'enquête et aucun exportateur n'est tenu de les accepter.

L'article 39 de la législation nationale a le même objectif que le paragraphe 1 de l'article 8 de l'Accord antidumping et le paragraphe 1 de l'article 18 de l'Accord sur les subventions, à savoir suspendre ou clore une procédure sans imposition de mesures provisoires antidumping ou compensatoires, dont la portée sera déterminée par les engagements souscrits volontairement par les autorités du pays d'origine, les producteurs ou les exportateurs, et qui seront acceptées par les autorités équatoriennes.

---